

C'est devenu une mode de tirer à boulet rouge sur les fonctionnaires et les syndicats.

La campagne présidentielle en est un bon exemple.

Le secrétaire général **FO** Jean-Claude Mailly, était à Arras jeudi, pour soutenir ses camarades de la Fonction publique d'État, réunis à l'Atria, pour leur congrès national.

Pas de consignes de vote, mais...

– « Il n'y aura aucunes consignes directes ou indirectes, **par contre, certains programmes sont dangereux**. Si on ne le dit pas maintenant, qui ne dit mot consent ! J'ai rencontré mercredi un proche de Fillon et la semaine dernière Emmanuel Macron pour leur dire que nous sommes en désaccord avec certains points de leur programme : le passage même restreint à la retraite à 65 ans ou un système de retraite égalitaire (à minima). La prise en main par l'État de la Sécurité sociale (Macron) c'est la fin du système paritaire et on a vu comment l'État gère Pôle Emploi... Donc nous réagissons sur les questions économiques et sociales. Mais nous ne voulons pas être les directeurs de conscience de nos adhérents. Des adhérents, nous en avons plus que tous les partis politiques réunis. »

De la fonction publique et de la démocratie

– « La réduction des effectifs dans le service public c'est stupide ! L'administration et les statuts des fonctionnaires sont une garantie pour la démocratie, la garantie pour tous les citoyens d'être traités de la même façon. J'ai fait cette demande de longue date : un grand débat sur le rôle et les missions des services publics. » Il serait peut-être temps en effet, sans parti pris, de se poser les bonnes questions pour savoir ce que les Français attendent de leur service public.

La loi travail

– « Nous sommes perçus comme des empêcheurs de tourner en rond. Nous sommes opposés à la concertation sur le temps de travail dans les entreprises, cela relève des accords de branche. Pour l'instant on voudrait des négociations sur ce point au niveau des entreprises. Mais on ouvrirait une porte et c'est inquiétant. Cela va introduire des inégalités chez les salariés. »

Un point de vue sur la réforme de la carte d'identité

Romuald DELIENCOURT, secrétaire national **FO** préfectures et délégué régional des Hauts-de-France a participé au congrès de la **FGF-FO** à Arras. Vent debout contre le plan de réorganisation des préfectures, dont la réforme de la carte d'identité est un des points, il nous explique la position de **Force Ouvrière**.

« Dans la région, les citoyens pouvaient s'adresser à 895 mairies pour effectuer leurs démarches. Aujourd'hui, ce ne sont plus que vingt-sept points d'accueils qui sont proposés. Depuis le 14 mars, beaucoup n'ont pu se mettre au service des usagers, qu'on écarte de plus en plus des services de proximité. Cette réforme conduira à la suppression de 1 400 postes dans les préfectures de France. Vingt pour la préfecture du Pas-de-Calais. Après les démarches pour le permis sur internet et les cartes grises dans les garages, on fragilise les personnes qui n'ont pas internet ou ne peuvent se déplacer. »